

12/17 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2017

dimanche 31 décembre 2017, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2017 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (plus de 10 000 followers)

Le sort des urnes

[En Espagne](#), la Catalogne a voté en décembre 2017 pour renouveler son parlement régional. Le taux de participation est élevé, plus de 80 % des électeurs se sont déplacés. Le parti centriste libéral Cuidanos est arrivé en tête des suffrages avec 25 % des voix, mais les trois partis indépendantistes obtiennent, ensemble, la majorité.

Au Honduras, Salvador Nasralla a prévenu qu'il ne contesterait pas la victoire déjà reconnue par les Etats-Unis du président Juan Orlando Hernandez. Elle est pourtant contestée par ses opposants qui manifestent contre les fraudes.

[Au Chili](#), le conservateur Sebastian Pinera a été élu en décembre 2017 avec plus de 54 % des voix à la présidence de la république, charge qu'il a déjà occupée de 2010 à 2014.

Au Libéria, George Weah a remporté fin décembre 2017 assez confortablement les élections présidentielles de son pays. C'est une première à plusieurs titres : premier ancien footballeur (attaquant du Paris Saint-Germain) à prendre la direction de son pays, premier ballon d'or africain, premier membre de l'ethnie Krou (un « autochtone » et non pas un descendant des esclaves affranchis arrivés des États-Unis) à accéder à la magistrature suprême. Il a remporté les élections en choisissant pour colistière Jewel Howard-Taylor, ex-femme de Charles Taylor (un des pires bourreaux du continent africain, aujourd'hui en prison pour crimes contre l'humanité). Il a reçu le soutien de Prince Johnson, autre protagoniste tristement célèbre de la guerre civile qui a ensanglanté cette région. George Weah ne peut se targuer d'avoir présenté un programme électoral précis et clair. Il s'est engagé à combattre la corruption et à développer l'éducation... Il est néanmoins élu à la suite d'une transition démocratique.

Le temps des héritiers ?

[En Inde](#), Rahul Gandhi prend courant décembre 2017 les rênes du parti du Congrès, remplaçant sa mère Sonia Gandhi actuelle présidente de ce parti. Il succède à son arrière-grand-père, Nehru, à sa grand-mère Indira Gandhi et à son père Rajiv, tous premiers ministres et illustres membres de ce parti. Une dynastie au cœur de la plus grande démocratie du monde.

En Afrique du Sud, l'ANC, le parti de Nelson Mandela, vient de désigner un successeur à l'actuel président Jacob Zuma. Ce dernier est des plus décrié pour ses prises de position (par exemple par rapport au Sida dont la prévalence est particulièrement élevée en Afrique du Sud) comme pour sa pratique du pouvoir (scandales de corruption...). Cyril Ramaphosa a été désigné, de justesse, à la tête de l'ANC. Il est

l'ancien dauphin de Nelson Mandela et devrait se présenter aux élections de 2019, même si le vice-président et le secrétaire général de l'ANC sont des proches de Jacob Zuma.

[Un livre Diploweb. Pour être au top ! Avec en bonus des dissertations corrigées et une sélection de liens vers des vidéos de référence pour faire la différence.](#)

[A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017" via Amazon](#)

La violence toujours

Un attentat en Égypte a de nouveau frappé fin décembre 2017 la communauté copte faisant une dizaine de victimes. Le bilan est similaire au Pakistan où la communauté chrétienne a de nouveau été endeuillée à la suite d'un attentat qui l'a frappée. A Kaboul, une quarantaine d'Afghans chiites de la communauté Hazara a été tuée dans un attentat suicide revendiqué par l'EI. Daech et les Talibans ont fait de la capitale afghane l'une des villes les plus dangereuses du monde.

Une bombe a explosé dans un magasin de Saint-Petersbourg blessant une dizaine de personnes. La Russie est très régulièrement touchée par des attentats, le climat y est assez anxiogène en raison du retour probable de djihadistes jusque-là engagés dans la guerre en Syrie.

Du nouveau à l'Est...

[La Russie](#) de Vladimir Poutine annonce en décembre 2017 un retrait - partiel - de ses troupes engagées en Syrie après la prise des principaux bastions de l'EI (Raqqa Der el-Zor...).

[Vladimir Poutine](#) a annoncé qu'il est candidat à sa succession. Il brigue un nouveau mandat de président de la fédération russe pour six ans, et les médias l'ont déjà ... intronisé tant l'issue du futur scrutin semble courue d'avance. Son principal opposant, Alexeï Navalny ne peut se présenter à l'élection présidentielle, en raison d'une condamnation judiciaire.

Washington autorise la vente d'armes à l'Ukraine, toujours engagée dans une guerre de « basse intensité » avec les « séparatistes » du Donbass soutenus par Moscou. Le Kremlin a mal pris cette annonce qui inquiète aussi [Paris et Berlin](#).

Les tensions sont vives au Proche et au Moyen-Orient

En [Arabie saoudite](#), le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) a procédé à une vague d'arrestations, notamment au sein de la famille royale, au motif de la lutte anti-corruption. Les libérations se font contre le paiement d'une lourde amende qui devrait apporter 100 milliards de dollars au Trésor public saoudien. Selon l'agence Bloomberg, le prince Mutaib - fils du roi Abdallah et ancien homme fort du pays - aurait accepté de payer un milliard de dollars pour pouvoir quitter librement sa suite du Ritz-Carlton de Riyad.

La diplomatie du prince héritier MBS est mise à mal courant décembre 2017, non seulement par ses erreurs géopolitiques, mais aussi par la championne du monde d'échec, l'Ukrainienne Anna Muzychuk qui refuse de venir concourir en Arabie saoudite. Elle préfère perdre ses deux titres mondiaux plutôt que se conformer aux règles vestimentaires et comportementales de Riyad, dénonçant ainsi la condition des femmes du pays en charge du Conseil des droits de l'homme et qui vient d'entrer à la Commission des droits de la femme à l'ONU. Un courage rare, qui ne sert pas MBS ni sa politique d'ouverture déjà écornée avec l'enlisement au Yémen, l'affaire Hariri (voire Actualité internationale de novembre 2017) et le refus d'accueillir les joueurs d'échecs israéliens, refus qui va à l'encontre du règlement de Fédération

internationale d'échecs.

Au Yémen, l'ex-président Abdallah Saleh a été tué en décembre 2017 par les rebelles Houthis, honnis par Riyad. Celui qui a régné sur son pays pendant 32 ans avait été chassé du pouvoir lors des « révoltes arabes » en 2012. Depuis lors, il s'est appuyé sur cette minorité chiite houthie qu'il avait combattue quand il était au pouvoir. A la veille de sa mort, il opère un spectaculaire renversement d'alliance, qui lui coûte la vie, en se rapprochant de l'Arabie saoudite. Celle-ci mène, à la tête d'une coalition régionale, une guerre au Yémen notamment dirigée contre les Houthis. Ce conflit aurait déjà fait plus de 10 000 morts et provoque l'une des crises sanitaires les plus graves de ce début du XXIème siècle. La disparition de Saleh est un incontestable revers pour l'Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane, elle n'est en rien un facteur de désescalade de la crise yéménite ou de stabilisation d'un pays qui occupe une position géostratégique essentielle face à la corne de l'Afrique, au débouché de la mer Rouge. Le détroit de Bab el-Manded est crucial pour le commerce mondial, en particulier des pétroliers qui empruntent le canal de Suez.

Le pétrole a de nouveau réuni en décembre 2017 les membres de l'OPEP - le cartel des producteurs et exportateurs de pétrole créé en 1960 - et la Russie. Ils ont trouvé un accord de limitation de la production pour éviter une dégringolade des cours. La martingale est, en effet, difficile à trouver. Pour équilibrer leur budget Moscou a besoin d'un baril à environ 50 dollars mais Riyad à environ 70 dollars. D'un autre côté, les États-Unis ont réussi à abaisser le seuil de rentabilité de l'exploitation des huiles de schiste à 54 dollars le baril... Les pays producteurs et exportateurs de pétrole sont donc dans une inconfortable situation car une hausse sensible des prix stimulerait la production américaine (et donc finirait par faire baisser les cours) mais le cours actuel du pétrole est insuffisant pour équilibrer les comptes de nombreux producteurs bien trop dépendants de la rente pétrolière. Cette réunion ne fait que souligner l'importance nouvelle de la Russie sur le marché de l'or noir.

Du nouveau à l'Ouest...

Slobodan Praljak s'est suicidé en décembre 2017 en pleine séance du Tribunal international de la Haye, chargé de juger les crimes perpétrés lors de la guerre civile en Yougoslavie. Cet ancien général croate était accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le cadre d'un nettoyage ethnique anti-bosniaque musulman dans la région de Mostar. Le général Parljak, qui est considéré comme un héros pour de nombreux Croates, a bu du poison en proclamant qu'il n'était pas un criminel.

[L'Union européenne](#) vient de publier en décembre 2017 une « liste noire » des paradis fiscaux. Elle avait prévenu qu'aucun pays membre de l'Union n'y figurerait et elle ne prend pas en compte les places financières qui pratiquent l'optimisation fiscale, une vraie limite de cette « liste noire »... Finalement, 17 pays y figurent dont le Bahreïn, Grenade, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, les îles Marshall ou la Tunisie... mais ni le Maroc ou le Cap Vert... *in extremis*. Une autre « liste grise » rassemble 47 États et juridictions comme l'île de Man, la Turquie ou le Qatar ; ces derniers ont mis en œuvre des « réformes rapides ». Cette démarche a pour vertu de maintenir une certaine forme de pression sur les paradis fiscaux, car l'Union ne propose pas de sanctions en raison de très fortes réticences du Royaume Uni, des Pays-Bas ou du Luxembourg. [Ces « listes » de l'UE sont elles autre chose que d'un rideau de fumée ?](#)

La Commission européenne a présenté courant décembre 2017 ses projets de réforme pour la zone euro. La prudence est le principal mot d'ordre. On peut relever certaines propositions telle celle de remplacer le Mécanisme européen de stabilité (MES) par un Fonds monétaire européen pour aider les membres de la zone euro qui en aurait vraiment besoin, un prêteur au dernier recours comme l'est actuellement le FMI, mais ici pour les banques européennes. Ce fonds serait responsable de ses actes devant le Parlement européen. Si aucun budget de la zone euro n'est prévu, plusieurs fonds seraient alloués pour augmenter la convergence économique voire soutenir l'investissement. Ces différentes propositions doivent maintenant être débattues entre les États membres de la zone euro.

L'Union européenne et Londres ont signé un accord pour [préparer le Brexit](#). Les pierres d'achoppement

sont nombreuses (libre circulation des hommes, frontière irlandaise, montant du chèque de sortie...) et les négociations sont loin d'être terminées.

L'Afrique reste aussi sous tension

Le président Emmanuel Macron s'est rendu durant l'été 2017 au Sahel pour développer un « G5 Sahel » pour sécuriser cette vaste région où opère déjà l'armée française, déployée au sein de l'opération Barkhane.



Si près de 4 000 soldats français sont à pied d'œuvre en décembre 2017, il faut préparer l'avenir et investir les protagonistes locaux. Paris mise sur cinq pays : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Il ne s'agit pas d'un retrait des forces françaises, la lutte contre le djihadisme y est d'une brûlante actualité, mais d'un relai africain financé (environ 460 millions d'euros par an) par les Européens qui ont déjà promis d'apporter 50 millions d'euros, la France 8 millions... et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis devraient y participer à la hauteur de 100 millions.

En République démocratique du Congo, 15 casques bleus ont été assassinés en décembre 2017 et 53 autres blessés lors d'une attaque probablement menée par l'ADF (Forces démocratiques alliées, des ougandais musulmans). Cette attaque qui frappe délibérément des casques bleus est assez étonnante.

Un coup de tonnerre américain

Donald Trump annonce en décembre 2017 la volonté des États-Unis de transférer leur ambassade à Jérusalem, ce qui revient à la reconnaître comme capitale d'Israël. Or, la ville sainte l'est pour les trois religions monothéistes et les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme capitale de leur possible futur État. Cette annonce fait l'effet d'un coup de tonnerre, les condamnations ont été nombreuses dans le monde arabo-musulman comme en Occident. Pourtant, Donald Trump a eu soin de ne pas délimiter géographiquement ce qu'il entendait par le fait que Jérusalem (toute la ville ou seulement sa partie occidentale ?) pourrait devenir la capitale de l'État hébreu. Les nombreuses condamnations n'ont pas débouché, comme on l'avait craint, sur un embrasement du [Proche et du Moyen-Orient](#). Le dossier israélo-palestinien est bloqué depuis des années, le régime de Ramallah est à bout de souffle... Cette annonce – qui tient du coup de poker – pourrait faire évoluer le dossier, vers un règlement de paix avec une solution à deux États... ou faire plonger la région dans le chaos. Il n'en reste pas moins que la décision finale de la localisation de sa capitale revient à Israël. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé à Washington de revenir sur sa décision de reconnaître Jérusalem pour capitale. Le Guatemala vient d'annoncer fin décembre 2017 son intention de transférer son ambassade à Jérusalem, appuyant ainsi la décision étatsunienne.

Des inquiétudes pour le commerce mondial ?

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a réuni en décembre 2017 ses 164 membres à Buenos Aires. Son directeur général, le brésilien Roberto Azevedo, n'a pu que dresser le constat d'un échec. Qui sont les responsables ? Ils sont nombreux. L'Inde bloque un accord pour limiter la surpêche, [les États-Unis de Donald Trump](#) ne veulent plus jouer le jeu de l'OMC et sont le facteur explicatif essentiel de l'actuel blocage... En fait, les tentations protectionnistes sont de plus en plus fortes, et pas seulement aux États-Unis, et le multilatéralisme fait moins recette aussi bien auprès de Washington que de Bruxelles qui vient de signer un accord bilatéral avec le Japon, après l'avoir déjà fait avec le Canada, et bientôt avec le Mercosur.... L'impasse actuelle de l'OMC n'est donc pas, dans ces conditions, très étonnante.

Après le traité de libre-échange avec le Canada (Ceta), l'Union européenne vient de signer, un traité de libre-échange avec le Japon. Le Jefta est vu comme un des traités commerciaux les plus importants. Ainsi, 97 % des droits de douane des exportations de l'UE vers [le Japon](#) devraient être supprimés, en particulier sur les produits agroalimentaires. La signature d'accords commerciaux internationaux relève de la compétence européenne. La signature du Ceta avait soulevé de vifs débats en Europe.

Bonnes nouvelles

Lors d'une visite officielle du président Macron au Qatar, plusieurs entreprises françaises ont signé d'importants contrats, pour environ 12 milliards d'euros. Suez va dépolluer un chantier pour plus de 100 millions d'euros, Dassault a signé pour 12 Rafales, Nexter devait livrer des véhicules blindés de combat (VBCI)... Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les emplois industriels en France. Reste à savoir s'il s'agit d'une contribution à la paix dans cette région explosive. Ces contrats s'expliquent d'abord pour des raisons diplomatiques car le Qatar, mis au ban de la CCG par Riyad, a besoin d'alliés...

La fusée Ariane 6 est mise en production pour un premier vol prévu vers 2020.

*

Je vous présente mes meilleurs vœux pour la nouvelle année, espérant qu'elle apportera réussite à tous ceux qui passent des concours. Elle sera géopolitique, c'est sûr !

Axelle Degans

Copyright 31 Décembre 2017-Degans/Diploweb.com

. [Voir maintenant la synthèse de l'actualité internationale de janvier 2018](#)

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

- . [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)
 - . [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)
 - . [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)
 - . [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)
-

Plus avec Diploweb. Vidéo de la conférence d'Alain Lamballe : L'Inde, pays émergent ou puissance mondiale ?

P.-S.

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure chez Ellipses de *Les 50 cartes à connaître*, Coll. Atout concours, Paris, 2016 ; *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, 2015.